

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

COP 26 : Harmonisation de la contribution du Gabon

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Affirmer que le premier magistrat gabonais, Ali Bongo Ondimba, place les questions environnementales au cœur de ses préoccupations relève du truisme. La preuve a une fois de plus été apportée hier. En effet, le président de

la République a accordé une audience au Pr. Lee White, ministre des Eaux et Forêts, de la Mer, de l'Environnement chargé du Plan climat et du Plan d'Affectation des Terres, accompagné du secrétaire permanent du Conseil national Climat, Tanguy Gahouma Bekalé.

Occasion pour le numéro un gabonais de préparer, voire

harmoniser la contribution du Gabon à la Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP 26). Laquelle COP 26 va se dérouler du 01 au 12 novembre prochain à Glasgow en Écosse. D'où l'audience d'hier. À cet effet, le membre du gouvernement a fait, à son hôte, l'économie de ses récentes missions à Washington et à Paris dans le cadre des réunions préparatoires de la Pre-Cop26

Un sommet important pour le Gabon vu que le pays est porte-parole du continent africain sur les questions climatiques. Le Gabon préside, et ce depuis 2019, le groupe des négociateurs africains sur le climat. Leader dans la préservation des forêts tropicales, positif au carbone sur la planète absorbant plus de 100 millions de tonnes de CO2 net chaque année, le pays est considéré comme un bon élève en matière de lutte contre les changements climatiques.



Photo:DR

Le président de la République participant activement la COP 26 à venir.

"Notre pays devra insister sur le besoin de financement nécessaire à l'adaptation sur le continent exposé aux désastres engendrés par le réchauffement climatique", a indiqué le ministre des Eaux et Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres. Pour rappel, Akok Sharma, président désigné de la COP

26 a, en début d'année, débuté sa tournée africaine par le Gabon où il avait été reçu par le chef de l'État. C'est dire l'importance que revêt la participation du Gabon audit rendez-vous. D'ailleurs, la présence du numéro un gabonais à ces assises a été annoncée jeudi dernier par le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha.

L'Onu crée un nouveau poste en vue de la COP 26



Photo:DR

Le siège du Conseil des Droits de l'Homme.

J.O.
Libreville/Gabon

Le Conseil des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations unies (Onu) a créé, hier, le poste de rapporteur sur la protection des droits humains face aux changements climatiques, à moins d'un mois de la Conférence climat COP 26. Le rapporteur, nommé pour une période de trois ans, sera chargé d'étudier et déterminer "comment les effets néfastes des changements climatiques, y compris les catastrophes soudaines et les catastrophes à évolution lente, influent sur l'exercice plein et effectif des Droits de l'Homme", et faire des recommandations. Il devra également recenser les problèmes actuels, y compris les problèmes financiers, que rencontrent les États qui s'efforcent de promouvoir les droits humains tout en faisant face aux effets des changements climatiques. L'expert devra aussi "sensibiliser

aux droits de l'Homme touchés par les changements climatiques, en particulier ceux des personnes vivant dans les pays en développement particulièrement vulnérables aux changements climatiques, tels que les pays les moins avancés, les petits États". Une résolution portée par le Costa Rica, les Maldives, le Maroc, la Slovénie et la Suisse, et soutenue par plusieurs pays européens, a aussi été adoptée à une large majorité. Aucun pays ne s'y est opposé, tandis que quatre se sont abstenus : la Chine, la Russie, l'Inde et le Japon.

Le texte affirme que "l'exercice du droit de bénéficier d'un environnement propre, sain et durable est un élément important de la jouissance des Droits de l'Homme" et demande aux États de "renforcer leurs capacités en matière de protection de l'environnement, afin de s'acquitter de leurs obligations et engagements en matière de Droits de l'Homme."

Entre nous soit dit Gare à l'effet papillon !

Nous assistons ces temps derniers à des épisodes fâcheux et blâmables dans le camp de la majorité au pouvoir. Plus singulièrement entre les "camarades" de la grande chapelle du quartier Louis. Pas un jour ne se passe sans qu'il y ait çà et là des tirs inamicaux entre les membres de la même famille politique. Ce climat délétère à l'approche de l'échéance capitale de 2023 fragilise la nécessaire et impérative cohésion qui devrait conduire à la reconquête du saint graal. Traquenards, chausse-trappes et coups bas ont pris l'ascendant sur l'incompressible solidarité. Devant la récurrence des faits et l'abondance de luttes fratricides partout à travers le pays, nous comprenons aisément les paroles fortes du "Distingué camarade" lors du Congrès qui réunissait les deux Chambres du Parlement. Ali Bongo Ondimba, prévenait des desseins inavouables et des agendas cachés.

Nous aurions tort d'en faire une lecture prosaïque par le seul prétexte du remaniement ministériel à venir. Toutes ces ambitions acerbes sont de nature à délité et à hypothéquer l'avenir. Comment résorber cette accumulation de haine et de frustrations ? Les blessures auront-elles cicatrisées ? Ne nous leurrions surtout pas. Ces passes d'armes détestables et inconvenantes profitent à l'opposition qui

s'en délecte. Nous le constatons quotidiennement par la véhémence retrouvée. La curie de Louis qui préside aux commandes du grand parti de masses devrait sans plus attendre, faire taire ces dissensions et divisions qui sont non seulement contre productives mais également attentatoires pour les objectifs visés et espérés.

Cette intention de recours par une implication ferme et implacable de la hiérarchie du Parti démocratique gabonais se heurte à ces mêmes écueils. Là-bas aussi, il y règne une guerre de tranchées impitoyable. Il faut aux camarades retrouver la raison et situer la priorité, car elle est sans alternative : le rayonnement et la réussite du projet politique du "Distingué camarade" Ali Bongo Ondimba. L'engagement de tout un chacun ne devrait converger que vers cet idéal en faisant cause commune et front uni. Les piétres déchirements observés à travers le pays et encore récemment à Port-Gentil appellent au ressaisissement et à la sérénité.

Il faut absolument revenir aux fondamentaux sacralisés par la devise du parti : "Dialogue, Tolérance, Paix". Si c'est un dogme, alors que tous les "camarades" l'incarnent et se l'approprient. Bassé !

Teddy OSSEY